



SAHEL : LE RISQUE DE L'OUBLI ET DE LA BANALISATION

Le PAM est inquiet qu'une baisse des financements ne compromettent les efforts engagés au Sahel depuis la grande crise de 2012, dont beaucoup de familles ne se sont pas encore relevées.

DAKAR- Quand le Sahel a connu, il y a deux ans, une des plus graves crises alimentaires de son histoire, nous avons tous répondu présents. Les organisations humanitaires ont distribué une aide vitale à des populations en danger, grâce à l'extraordinaire mobilisation des gouvernements, de nos partenaires sur le terrain, et de la communauté internationale qui a entendu et répondu à notre appel.

Il y a aujourd'hui un risque, celui de la banalisation et de l'oubli. S'habituer à des taux de malnutrition pourtant encore trop souvent au-delà des seuils d'alerte, voire en seuil d'urgence. Oublier que derrière des statistiques, il y a des enfants qui ne se développeront jamais normalement, des hommes et des femmes qui seront incapables de nourrir leur famille. Et avec lui, le risque de voir le Sahel replonger dans une nouvelle crise.

Des millions de dollars ont été investis dans la lutte contre la faim, des familles ont reçu des rations, des enfants et des femmes enceintes ont eu accès à des traitements contre la malnutrition, des programmes de réhabilitations des moyens de production. Nous avons sauvé des vies mais nous avons aussi pris un engagement : celui de tout mettre en œuvre pour que les Sahéliens demain puissent se nourrir eux-mêmes et résister aux prochaines crises, notamment aux sécheresses.

Nous avons déjà mis en place des activités liées à la résilience, notamment nos programmes de vivres contre travail ou de P4P, (Purchase for Progress), le programme du PAM qui redynamise le mode agricole, nous avons aidés des réfugiés à leur retour pour qu'ils puissent se remettre au travail et soient autosuffisants. Nous avons développé des programmes qui ont pour objectif de changer la vie des populations, relancer l'agriculture, créer de la richesse, et contribuer au développement économique.

Nous ne pouvons pas compromettre nos efforts au Sahel, nous ne pouvons pas nous permettre de perdre tous ces acquis. Si nous ne soutenons pas aujourd'hui les petits producteurs, si nous ne luttons au quotidien pour enrayer les ravages de la malnutrition, si nous n'apportons pas aux populations les moyens de faire face demain à leurs besoins de base, nous prenons le risque d'une nouvelle crise majeure.

Nous savons déjà que la situation au Sahel est préoccupante. La plupart des gens ne se sont pas encore remis de la crise de 2012. Aujourd'hui on estime que pendant la période de soudure, entre juin et septembre, 7,6 millions de personnes seront en phase de crise alimentaire, et plus de 700.000 auront besoin d'une aide d'urgence.

Pourtant, nous avons les programmes pour faire face et éviter le pire. Nous avons les capacités humaines et logistiques. Mais nous n'avons pas les fonds suffisants. Nous savons qu'intervenir en amont et bâtir la résilience est bien moins coûteux que d'intervenir une fois que les crises sont déclarées. Le PAM est toujours présent quand il s'agit de parer au pire, maintenant nous voulons aussi travailler pour le meilleur.

Denise Brown

Directrice régionale pour l'Afrique de l'Ouest

Bandiagara est une des poches de sécheresse au Mali. Le PAM y apporte une assistance à 90.000 personnes. Sans solutions de long terme, les crises, même localisées, continueront à s'enchaîner. (Photo D. Guirou)



Guinée : Les “Sultanes” de Sountoudiana triplent leur production

Grâce à un programme de « vivres contre travail », les femmes du groupe des « Sultanes » au nord-est de la Guinée, ont pu améliorer leur rendement, nourrir leur famille et même approvisionner la cantine scolaire du village.



Les dernières années ont été bien difficiles pour les “Sultanes”, un groupe d’agricultrices du petit village de Sountoudiana dans le Nord-Est de la Guinée. Leurs récoltes étaient à peine suffisantes pour nourrir leurs familles, surtout pendant la saison de soudure. Avec l’assistance du PAM, les « Sultanes » ont réussi à tripler leur production et le groupe a aujourd’hui deux fois plus de membres. Ces femmes approvisionnent maintenant les cantines scolaires et vendent leur surplus localement, tout en améliorant la résilience aux chocs de toute la communauté.

Des aubergines, des tomates, des oignons, du piment, du gombo, et des haricots: les 15 hectares du potager aménagé par les Sultanes regorgent de produit frais. Cela n’a pas toujours été le cas. Ratou, qui préside le groupe, se souvient des dernières années quand la situation au village était « désespérante ». « Nous avons toujours

essayé de produire des céréales et des légumes mais nos ressources étaient très limitées et les marchés trop éloignés », raconte-t-elle. « Chaque année, nous produisions à peine de quoi nourrir nos familles ».

Formation et matériel

En 2013, le PAM a commencé à soutenir le groupe à travers un programme de « travail contre nourriture », financé par le gouvernement japonais. Cette partie de la Guinée est extrêmement vulnérable à l’insécurité alimentaire. Les familles ont peu d’options pour générer des revenus, l’accès aux marchés est rendu difficile par le mauvais état des routes et le manque général d’infrastructures, en particulier pendant la saison des pluies. Beaucoup de familles sont contraintes de vendre ce qu’elles possèdent, notamment leurs outils agricoles et leurs semences pour survivre à la période de soudure.

En partenariat avec le gouvernement, les femmes ont reçu une formation en techniques agricoles, en stockage et conservation des produits et en technique de ventes. Elles ont aussi reçu des outils pour améliorer leur production.

Les résultats de ce partenariat sont remarquables. « Cette année nous avons pu produire trois tonnes de céréales, contre à peine une tonne l’an dernier », explique fièrement Ratou. Le succès du programme a inspiré d’autres femmes et le groupe de Ratou compte aujourd’hui deux fois plus de membres. Désormais 53 femmes de Soundiata travaillent ensemble.

Fournir les cantines scolaires

L’augmentation de la production n’a pas seulement permis aux femmes de nourrir leur famille. Désormais, elles fap-provisionnent la cantine scolaire du village en produits frais cultivés localement. « Nous sommes vraiment heureuses de contribuer au repas de nos enfants. Cela les aide à mieux travailler à l’école et à préparer leur avenir », dit Ratou. Les femmes ont aussi pu faire quelques bénéfices en vendant leur surplus. Elles améliorent ainsi leur quotidien et dynamisent l’économie locale, au bénéfice de toute la communauté.

Réduire la vulnérabilité

Malgré ces avancées, les conditions de vie à Sountoudiana restent difficiles. Près de 34% de la population est en insécurité alimentaire et des hectares de terres cultivables restent en friches. Faut de routes praticables et de moyens financiers, l’accès aux marchés environnant est limité. Même dans les bonnes années de production, la population n’a pas les moyens de stocker pour faire face à la période de soudure.

Le programme du PAM commence à changer les choses et les femmes qui y participent deviennent peu à peu autonomes. Les « Sultanes » espèrent que ce partenariat continue, en effet, explique Ratou, elles ont déjà le projet d’augmenter leur surface de production.

En 2014, le bureau du PAM en Guinée prévoit de soutenir 5.500 petits producteurs, comme le groupe des « Sultanes » à travers des programmes de « travail contre nourriture » ou « formation contre nourriture ».

Katharina Dirr



RCA : L'effondrement de l'économie centrafricaine contribue à une crise humanitaire de long terme

La République centrafricaine, dévastée par un conflit généralisé et des attaques sur les populations civiles continue de s'enfoncer dans une crise sans précédent. Un rapport de la FAO et du PAM, publié le 7 avril, démontre combien cette crise a affecté l'économie du pays, détruit les moyens de subsistance et constitue une menace pour toute la population.

Une économie à terre, une insécurité alimentaire généralisée, une malnutrition grandissante, une production agricole effondrée, un commerce et des transports limités sont les principaux facteurs de cette menace pour les populations, selon un rapport de mission PAM/FAO conduite en mars dernier en Centrafrique.

L'économiste en chef du PAM, Arif Husain s'est dit lui-même choqué par l'ampleur de la crise. « Je ne pouvais pas m'attendre à pire », dit-il.

Le secteur du commerce et celui du transport sont désorganisés depuis que la plus grande partie de la communauté musulmane, qui joue un rôle central, a fui vers les pays voisins. Au même moment, l'insécurité, le peu de fiabilité des transports et les taxes informelles entravent l'importation de biens alimentaires depuis les pays voisins et depuis les zones du pays qui ont encore des surplus.

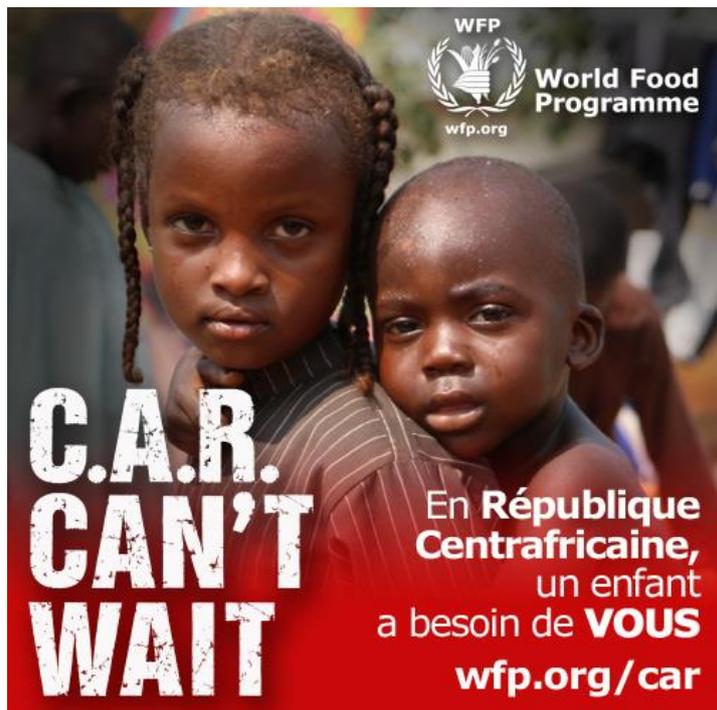
L'agriculture a été aussi très touchée. La production alimentaire a diminué des deux tiers en 2013 et le cheptel, comme les productions de cultures de rente ont été divisées par deux. La production agricole sera bien en deçà de son niveau pré-crise et les importations insuffisantes pour combler les besoins. A Bangui, le grand marché du quartier PK5 est vidé de ses commerçants et n'est quasiment plus approvisionné.

L'impact de la crise se ressent aussi dans les foyers qui n'ont plus les moyens financiers de s'approvisionner. Les trois-quarts de la population active est sans emploi, et les fonctionnaires se sont quasiment plus payés depuis six mois.

« Depuis un an, pour survivre, les familles s'endettent, mangent peu et vendent le peu de biens qui leur restent, mais ces stratégies sont arrivées à bout », explique Arif Husain.

Le début précoce de la période de soudure, la « saison de la faim », menace la sécurité alimentaire de familles déjà extrêmement vulnérables. Avant même que la crise s'exacerbe en décembre dernier, près de la moitié des enfants de moins de cinq ans souffrait de retard de croissance, un quart étaient en sous poids et l'espérance de vie parmi les plus basses du monde.

Environ 1,6 millions de personnes directement affectées par la crise ont un besoin urgent d'assistance alimentaire, mais le PAM comme les autres agences humanitaires sont confrontés à deux défis : l'insécurité et le manque de ressources financières. Une longue et coûteuse opération humanitaire est pourtant nécessaire pendant au moins les 18 prochains mois.



La crise a des effets dévastateurs sur la nutrition, les moyens de subsistance, et l'économie dans tout le pays. Toute la population, et pas seulement les réfugiés et les personnes déplacées, est affectée directement ou indirectement.

AU CAMEROUN, DES TAUX DE MALNUTRITION ALARMANT PARMIS LES ENFANTS REFUGIES

La plupart des réfugiés centrafricains arrivent au Cameroun traumatisés, épuisés et souvent en mauvaise santé. Ils ont besoin d'une assistance immédiate. Le statut nutritionnel, notamment chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes ou allaitantes est inquiétant. Le taux de malnutrition aiguë global se situe au-delà de 25% dans certains camps.

Le PAM a mis en place une assistance nutritionnelle dans les centres de santé pour traiter la malnutrition aiguë modérée. Par ailleurs, en vue d'éviter la détérioration de la situation nutritionnelle des réfugiés, un programme de prévention de la malnutrition est également en préparation.

Le PAM travaille en partenariat étroit avec les autres agences du Système des Nations Unies et les ONG en vue de satisfaire les besoins de base des réfugiés au fur et à mesure qu'ils arrivent.

Malgré les nombreux défis, le PAM est parvenu à pré-positionner suffisamment de vivres pour faire face à l'afflux de réfugiés et leur apporter assistance dans les camps nouvellement ouverts par le HCR.

A ce jour, 30.000 réfugiés ont ainsi reçu des rations alimentaires. Dans les mois à venir, le PAM se prépare à fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle à 100.000 réfugiés Centrafricains.

Sofia Engdahl

L'UE et les Nations Unies soutiennent l'initiative « les Nigériens nourrissent les Nigériens »

Le gouvernement nigérien a fait de la sécurité alimentaire la « priorité des priorités ». Pour cela, il s'est fixé un objectif : que « les Nigériens nourrissent les Nigériens ».

Bruxelles— L'initiative du Niger, appelée 3N, est soutenue par l'Union européenne et les Nations Unies. Un engagement réitéré début avril en marge du sommet Union européenne-Afrique.

L'un des principaux messages à retenir de ce sommet est le besoin de trouver des solutions africaines aux problèmes africains », a déclaré le commissaire européen pour le développement et la coopération, Andris Piebalgs, lors d'une conférence qui s'est tenue le 3 avril à Bruxelles.

« Les Nigériens nourrissent les Nigériens » est la parfaite démonstration de cette idée peut être mise en pratique : une solution nigérienne pour résoudre le problème de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, qui affecte gravement le pays », a-t-il poursuivi. Il a assuré que l'Union Européenne serait « ravie de soutenir pleinement cette initiative ».

Cette initiative 3N est un projet innovant qui a pour objectif de renforcer la résilience des populations et de lutter contre la malnutrition. Il est basé sur une collaboration entre le gouvernement, les communautés locales, les agences des Nations Unies, les organisations non gouvernementales pour réduire la vulnérabilité et permettre aux populations de prendre la direction de leur processus de développement.

« Pendant des années, la nutrition était le problème de tous, mais la responsabilité de personne », a rappelé le député européen Louis Michel. « Grâce aux actions combinées de gouvernements, comme celui du Niger, la société civile, les agences des Nations unies, la question de la nutrition est désormais sur l'agenda politique international ».

Le Niger est l'un des pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire. « La malnutrition est chronique, et connaît des périodes d'exacerbation cycliques. La malnutrition est une préoccupation majeure qui est devenue un problème de santé publique », a expliqué le président Nigérien, Mahamadou Issoufou.

En 2014

Près d'un quart des Nigériens seront en insécurité alimentaire

3,3 millions auront besoin d'une assistance alimentaire d'urgence

1 million d'enfants de moins de 5 ans souffriront de malnutrition aiguë.

Source (ECHO fact sheet mars 2014)

« Pour nous tous, mais en particulier pour le Sahel, la résilience est devenue plus que jamais essentielle pour répondre aux effets massifs du changement climatique. Les 3N sont un modèle de ce que doit être un plan national de résilience, un plan qui est la propriété des Nigériens et prend racine au Niger », a indiqué Kristalina Georgieva, commissaire européenne à la coopération internationale, l'aide humanitaire et la réponse aux crises.

« Avec les informations inquiétantes sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel, nous devons rester vigilants, même si nous investissons dans la prévention et la résilience, ce que fait la Commission en mobilisant 242 millions d'euros cette année. Nous prions pour le meilleur mais nous nous préparons au pire », a-t-elle ajouté.

Pour le représentant de l'UNICEF au Niger, Guido Cornale, malgré les défis, il y a aujourd'hui « une opportunité unique de marquer un point décisif dans la lutte contre la malnutrition. Nous savons ce qu'il faut faire. C'est la façon de le faire qui est en train de changer, en direction d'une action intégrée, multi-sectorielles et incluant plusieurs acteurs ».

Le PAM, la FAO et l'UNICEF soutiennent l'initiative 3N à travers les « Communes de convergences », une nouvelle approche basée sur une synergie entre les besoins exprimés par les communautés, les entités du gouvernement, les agences des Nations Unies et les ONG qui ont une action dans la nutrition. « Dans les 35 communes où nous avons commencé à travailler de cette manière, nous avons la preuve que c'est la meilleure manière de répondre aux besoins nutritionnels à court terme, tout en apportant les bases pour un développement à long terme des communautés », a expliqué Benoit Thiry, directeur du PAM pour le Niger.

Le bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest apporte un soutien à 19 bureaux pays dans plusieurs domaines, dont l'élaboration des stratégies, la formation, la logistique, la mobilisation des ressources, les ressources humaines et les technologies de l'information et de la communication. Le bureau régional assure également la coordination avec les autres agences des Nations Unies, les partenaires humanitaires et les donateurs.

SAHEL: Environ **4,9 millions de personnes sont confrontées à une crise alimentaire sévère voire très sévère** et ont besoin d'une assistance immédiate dans les 12 pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest qui appliquent le Cadre Harmonisé (*Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana et Togo, Mali, Mauritanie, Niger, Guinée, Sénégal et Tchad*)

Si des interventions adéquates ne sont pas mises en œuvre, pendant la période de soudure, entre juin et août, leur nombre pourrait atteindre près de 7,8 millions. (CILSS, Cadre Harmonisé, Mars 2014).

NIGER— "Une nouvelle fois, en 2014, le Niger se prépare à une **saison de soudure difficile** (juin à septembre), une mauvaise saison des pluies a engendré un déficit agricole de 343.000 tonnes, soit environ 9% des besoins du pays. Le PAM estime que près de 2 millions de personnes font face à des pénuries alimentaires importantes. (...) C'est la quatrième fois en 10 ans que les agences humanitaires internationales tirent la sonnette d'alarme au Niger ». **The Economist intelligence unit** (EIU). L'article complet à lire [ici](#)

TCHAD/CAR - Près de 30.000 personnes qui ont fui la Centrafrique pour se réfugier au Tchad ont reçu le mois dernier des bons d'achats alimentaires. Pour en savoir plus cliquez [ici](#)

CAMEROUN – Le programme de cantines scolaires ont repris en mars au Cameroun, et plus de 15.000 enfants vivant dans les zones de forte insécurité alimentaire reçoivent chaque jour un repas chaud. Le programme avait été interrompu depuis plus d'un an, faute de financement.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Fabienne Pompey, Chargée de communication et porte-parole
Fabienne.pompey@wfp.org
+221 77 637 59 64

Eliza Warren-Shriner, assistante
Eliza.warrenshriner@wfp.org
Tel: +221 33 849 6500

Visitez notre [site](#) ou suivez-nous sur:



Programme Alimentaire Mondial



@wfp_wafica